

**Déclaration liminaire Solidaires FP**  
**CSFPE du 11 septembre 2012**

Madame la Ministre, Mesdames, Messieurs

Madame la Ministre, nous participons aujourd'hui au premier Conseil Supérieur de la Fonction Publique d'Etat sous votre présidence. Ce moment est important dans la mesure où conformément aux engagements présidentiels, confirmés lors de la grande conférence sociale de juillet dernier, il s'inscrit sous le vocable du ... « changement ».

Changement particulièrement attendu par tous les agents de la Fonction Publique qui ont souffert et qui souffrent encore des politiques menées ces dernières années. Ces politiques ont consisté à amoindrir le service public, à fragiliser et à mépriser les agents de l'Etat.

Jamais, en aussi peu de temps nous n'avons assisté, malgré de nombreuses réactions fortes des personnels, à un saccage aussi déterminé de la puissance publique. Comme nous, vous l'avez dénoncé et, désormais, vous êtes responsable de la nécessaire reconstruction de ce champ de ruines.

**Vous l'avez très récemment dit « vous voulez construire la puissance publique du 21<sup>ème</sup> siècle » !**

Nous ne pouvons que vous suivre sur cette grande idée, à condition bien évidemment, que nous partagions la même vision de ce que doit être le service public dans une société qui aujourd'hui est pénalisée par les politiques successives qualifiées de néolibérales.

Pour Solidaires Fonction Publique, le service public est un des éléments fondamentaux de la cohésion sociale. La situation de crise que notre pays traverse, comme beaucoup d'autres, illustre combien la place des services publics prend tout son sens face à une paupérisation grandissante des populations et à une fragilisation des citoyens en terme d'accès aux services publics fondamentaux couverts par nos trois versants.

Le gouvernement que vous représentez ce jour, va faire le choix de s'inscrire dans la signature du pacte budgétaire européen. Pour cela, vous n'envisagez pas de consulter l'opinion publique et vous allez sans doute le faire signer par le parlement. Cette dynamique, encore une fois, n'illustre pas votre volonté de changement.

Pour Solidaires, pour les citoyens dont les agents de la Fonction publique, ce pacte est la clef d'une poursuite des politiques d'austérité qui enfoncent les peuples grecs, portugais, espagnols, britanniques, italiens et ... français.

**Le Président avait pris l'engagement de ne pas signer ce traité si trois conditions n'étaient pas clairement affichées.**

Nous nous permettons de les rappeler ici :

- la possibilité pour la BCE de financer directement les Etats
- la mise en place d'euro obligations
- des mesures de relance de la croissance.

**Aucune des trois n'est au rendez-vous ... alors où est le changement, Madame la Ministre ?**

**Avec ce traité qui bride toute politique budgétaire, avec un projet de loi de finances qui ne donnera pas les moyens d'engranger sur le moyen terme, les recettes nécessaires au projet ambitieux que vous avez porté ... c'est votre crédibilité qui risque d'être remise en cause.**

Comment peut-on raisonnablement et sereinement se projeter vers la construction de la puissance publique du 21ème siècle si l'on ne se donne pas les moyens financiers économiques et humains d'y parvenir ?

Les attermoissements sur le plan fiscal ... les reculs annoncés sur l'impôt sur le revenu et sur l'ISF, le gel du barème de l'IR, l'absence de volonté de s'attaquer franchement à l'inégal partage des richesses dont souffre notre pays ne sont pas des signes encourageants. **Le gouvernement peut encore inverser le cours des choses, immédiatement et pas pour deux ou dans cinq ans, comme dit par le Président de la République dimanche soir.**

**Les signes forts que nous vous demandons sont des gages de la confiance que nous sommes prêts à vous accorder.** Certains sont exigeants, d'autres aisément réalisables.

Vos propos lors de la présentation de l'agenda social ne nous ont pas rassurés. Vous n'avez pas apporté de réponses concrètes et rassurantes aux demandes urgentes exprimées par les agents. Nous avons bien compris que vous n'avez pas l'intention de rompre avec le gel de la « valeur du point d'indice » imposé dans la Fonction publique depuis trois ans. De même, que vous ne nous avez pas donné d'élément rassurant concernant la fin du « délai de carence » qui frappe déjà de nombreux agents.

En déclarant « qu'il était temps de tourner le dos à la RGPP » cela constituait un signe fort qui hélas s'est trouvé très vite démenti par les faits.

En terme d'emplois, **nous ne pouvons accepter de vous entendre dire que vous n'opérez plus de suppression globale d'emplois dans la Fonction publique** alors que pour les services dépendant des administrations qualifiées de non prioritaires il y aura encore des suppressions, voire encore plus qu'avec le gouvernement précédent.

Nous l'avons, à maintes reprises, dénoncé et nos entretiens de l'été nous ont permis de vous dire combien nous souhaitons que soit mis un terme à cette politique régressive contraire aux intérêts des usagers et des agents.

**Nous vous le redisons, pour Solidaires FP, il n'y a pas un secteur aujourd'hui qui puisse encore souffrir de réductions d'effectifs. Les saignées ont été trop fortes et des missions aujourd'hui sont fragilisées ou abandonnées.**

**Vous même l'avez dit lors de votre discours sur l'agenda social, vous voulez rompre avec l'idée que la Fonction publique est une charge. Alors, sans vous donner d'ordre, nous vous demandons de passer du discours aux actes, en cessant d'appliquer des décisions qui infirment cette intention !**

**De même, Madame la Ministre, nous en avons assez d'entendre dire que l'on tourne le dos à la RGPP alors que tout continue comme avant et même pire. Pour nous, RGPP et RéATE ne font qu'un et nous apprenons que deux expérimentations sont en cours de réalisation l'une portant sur la mutualisation des effectifs des DDI et des préfectures consacrés aux fonctions supports, l'autre opérant un regroupement sur un programme unique (programme 333) de tous les emplois DDI et préfectures.**

Aucune concertation en amont, aucune instance pour en discuter au préalable. Certes, votre Directrice de cabinet adjointe nous en a informé le 27 juillet au soir, mais rien de plus !

Alors, à quoi cela a-t-il servi que Solidaires FP dénonce le désastre des DDI devant vous, devant votre équipe ministérielle et face à la mission RGPP que nous avons reçue cette été ? A quoi ont servi les dossiers que nous avons élaborés au cours de cette période et que nous vous avons remis ?

Comment comprendre que les choses se poursuivent, comme si de rien n'était, alors que le bilan de la RGPP n'est pas encore livré et qu'il doit faire l'objet d'un examen dans le cadre de l'agenda social en octobre ?

Les agents ne sont pas dupes. **Pour eux c'est clair, le changement n'est pas au rendez-vous.**

Solidaires Fonction publique vous le dit, vous le redit, ce que les agents attendent, véritablement et maintenant, c'est un arrêt de tous ces processus de réformes qui n'apportent que désagréments et pertes de repères. Les agents veulent non seulement souffler mais ils veulent aussi recevoir le juste dû de leur labeur. Leur conscience professionnelle qui jusqu'ici a réussi à sauver le navire mérite d'être reconnue à sa juste valeur.

Vous nous demandez d'être réalistes et raisonnables. Ce discours, Madame la Ministre, les agents n'en veulent plus tant il leur a été servi.

**Créer des emplois, augmenter les traitements au travers d'abord de la valeur du point d'indice, supprimer le délai de carence, annuler le contingentement du 8<sup>ème</sup> échelon pour la catégorie C administrative dans toutes les administrations et en même temps, voilà les signes forts et immédiats que vous vous devez de donner aux agents de la Fonction publique**

Madame la Ministre, nous prenons acte d'un certain changement positif dans la manière dont vous envisagez d'aborder les questions relatives au dialogue social.

Dans ce domaine, les points inscrits à l'agenda social nous permettrons, nous l'espérons, de faire avancer des dossiers bloqués ou insuffisants à nos yeux tels : les moyens syndicaux, les moyens du Conseil commun, l'action sociale, la santé au travail, le management ou l'égalité Femmes hommes.

Pour autant ces thèmes qui devraient s'ouvrir sur des améliorations significatives pour les agents et leurs représentants, ne sauront hélas gommer la déception que nous ressentons vivement face aux impasses que votre gouvernement s'apprête à emprunter.

**Madame la Ministre, Solidaires Finances publiques ne permettra pas la poursuite de la désintégration des services publics et de la Fonction publique qui les sert.**

**Nous saurons, si vous deviez poursuivre dans cette voie, nous opposer de la façon la plus large, aux côtés des agents et des citoyens, pour défendre les valeurs républicaines qui inscrivent la Fonction publique et ses services comme élément central de la cohésion sociale.**